

DANS LE MONDE...

1^{er} février : La Conférence des peuples africains réunie à Tunis appelle à « la reconnaissance du G.P.R.A. par tous les Etats africains, également priés d'inscrire une contribution pour l'Algérie à leur budget et de faciliter la réalisation de brigades africaines ». Elle réclame également « le retrait des soldats d'Afrique noire engagés en Algérie dans l'armée française ».

3 février : Mac Millan en Afrique du Sud : « Il faut tenir compte du vent de changement qui souffle sur l'Afrique ».

8 février : Voyage de Gronchi, Président de la République italienne à Moscou. Voyage de Mikoyan à Cuba.

11 février : Début du voyage de Khrouchchev.

16 février : Eisenhower dans un message au Congrès américain demande 4.175 millions de dollars pour l'aide à l'étranger.

17 février : A Tunis, Ferhat Abbas adresse un appel aux Européens d'Algérie.

En Espagne, vague d'arrestations.

20 février : Fin à Bruxelles de la Conférence sur le Congo : le premier gouvernement congolais indépendant sera formé avant le 30 juin.

23 février : Début du voyage d'Eisenhower en Amérique Latine.

Fin à Londres de la Conférence sur le Kenya : les colons sont contraints d'accepter l'installation d'une majorité africaine au Conseil législatif.

24 février : Annonce de contacts germano-espagnols en vue de l'établissement de bases de la Bundeswehr.

25 février : Démission à Rome du gouvernement Segni.

27 février : Grève dans une usine de Poznan (les ateliers ZNTK).

...ET EN FRANCE

1^{er} février : Fin du putsch d'Alger. Arrestation de Lagallarde, Biaggi et Kaouah.

3 février : Le parlement vote les pleins pouvoirs au gouvernement pour un an.

5 février : Soustelle et Cornut-Gentille quittent le gouvernement. Arrestation d'Alain de Serigny.

11 février : Manifestations paysannes à Amiens.

13 février : Explosion de la bombe de Reggane.

22 février : Biaggi est remis en liberté « pour raisons de santé ».

Maitres Benabdallah, Oussedik et Verges sont inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Maitres Verges, Zavrivan et Courrège se réfugient à Genève, et demandent à la Croix-Rouge de protéger les détenus algériens.

26 février : Dissolution des unités territoriales en Algérie à partir du 1^{er} mars. Voyage de de Gaulle dans le Languedoc.

que de Gaulle sait d'autre part que l'armée française a atteint un degré de politisation élevé, qu'il a certes obtenu en janvier l'assurance qu'elle ne ferait aucun pronunciamiento, mais que le retrait de l'Algérie entraînerait une démoralisation de cette force essentielle à l'impérialisme français

Si de Gaulle avait pu avoir un instant l'illusion que la Révolution algérienne marquerait des signes de lassitude, il doit désormais être fixé. La contre-manifestation arabe de Mostaganem dans les journées de janvier n'est pas un accident mais le témoignage de la volonté du peuple algérien. Le G.P.R.A. a fait observer que la sincérité d'un vote sur l'autodétermination doit être préalablement assurée par la négociation des modalités de vote ; et les Algériens ont vraiment trop d'expériences en matière d'élections, pour se fier à la parole de de Gaulle quand il y a sur le sol algérien, une armée française dont les cadres font savoir qu'ils ne s'en iront jamais.

En outre, l'appel de Ferhat Abbas aux Européens d'Algérie n'est pas une manifestation vaine, même si son résultat ne peut être immédiat. L'échec des ultras ne peut manquer de donner à réfléchir, pour la première fois, à nombre de ceux qui ont constitué la piétaille des Serigny, Borgeaud et autres.



Dans la sixième année de la guerre, donc, le gouvernement français, tout en affichant des sentiments en faveur du droit des Algériens à disposer d'eux-mêmes, recourt à des moyens — comme les élections cantonales — qui ne peuvent aboutir à rien d'autre qu'à prolonger la guerre.

Ainsi la guerre continue. Ainsi les Algériens vivant en France, en guise d'autodétermination, connaissent la plus féroce des répressions.

Il n'y a qu'un moyen pour hâter la fin de la guerre : c'est, pour les travailleurs de France d'agir en soutien de la Révolution algérienne. L'impérialisme français ne pourrait pas mener une guerre sur deux fronts. Nous savons que dans ce domaine, les choses ne sont pas aisées ; le passé l'instauration du régime gaulliste, la détérioration du rapport des forces, pèsent lourdement. Tenir des meetings, faire circuler des pétitions, c'est ce à quoi le mouvement ouvrier se trouve à présent ramené ; mais ce ne peut être qu'un commencement, le moyen de préparer les masses à des actions d'envergure — manifestations, grèves — seules susceptibles de forcer le gouvernement à changer de politique ou, si besoin est, de changer le gouvernement.

Les travailleurs ont, pour eux, le nombre, la force de leurs positions dans la société ; c'est par la couardise ou la trahison de leurs directions (réformiste et stalinienne) qu'ils ont perdu les positions acquises autrefois de haute lutte. Aux militants ouvriers de combattre, au sein de leurs organisations, pour imposer les changements politiques indispensables, mettre un terme à l'adaptation politique au régime et y substituer une politique de combat aux côtés de la Révolution algérienne.

LA BOMBE DE REGGANE

L'indifférence, l'apathie avec lesquelles les grandes masses en France ont subi l'affaire de l'explosion de la bombe atomique à Reggane constituent des aspects parmi les plus graves, les plus tristes dans la situation présente. Le gouvernement, encouragé par cet état de choses, annonce son intention de préparer une bombe thermonucléaire et de constituer une « force de frappe ». Nous ne reprendrons pas ici ce que tous les gens tant soit peu avertis savent au sujet des questions d'armement nucléaire (danger, coût exorbitant...). Beaucoup ont un sentiment d'impuissance en face d'une telle situation : que faire ? Nous devons réduire à l'impuissance et désarmer notre propre capitalisme. A présent, c'est par la lutte contre la guerre d'Algérie que commence cette tâche ardue. Un capitalisme affaibli ne pourra poursuivre ses entreprises criminelles en matière atomique.